

l'insécurité permanente ! >



-Cabanne, à compter du 10 novembre, en provenance de Calais.

Régny : trente-six réfugiés seront accueillis dans la commune



Trente-six réfugiés, dont 25 enfants âgés de 6 mois à 12 ans, sont attendus à Régny d'ici mi-octobre. Ils seront logés dans cinq des vingt-cinq logements inoccupés de ces immeubles HLM, gérés par Loire Habitat et situés dans le quartier Beau-Site. Photos Bernard GUILLERMIN

« Je ne suis pas raciste mais il y a déjà assez de malheureux et de misère en France. » Informée de l'arrivée prochaine à Régny de trente-six réfugiés⁽¹⁾ - syriens selon nos informations -, cette mère de famille est tombée des nues ce jeudi après-midi. Car, contrairement aux dires du maire (lire par ailleurs), les Régnycois, que nous avons rencontrés, n'ont pas été informés de cette arrivée de demandeurs d'asile. Tout juste en ont-ils entendu parler. Sans plus. Comme si le maire ne voulait pas que ça s'ébruite. D'autant que l'édile s'est porté volontaire pour accueillir des réfugiés dans « sa » commune, après que la préfecture a lancé un appel aux communes rurales disposant de logements libres.

Ainsi, cinq familles, choisies par l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides), seront accueillies d'ici mi-octobre dans ce village de 1 500 habitants, situé à une quinzaine de kilomètres au sud-est de Roanne.

L'annonce de cette arrivée de réfugiés fait l'unanimité contre elle. « Ma femme et moi, nous sommes contre. Il y a assez de misère en France. J'étais commerçant et je touche une petite retraite. Là, on va tout leur payer. C'est ça qui me fait c.... Moi aussi, je vais demander une carte de réfugié », tempêtait

ce jeudi un retraité. Et un de ses amis d'embrayer : « On les loge gratuitement, alors que les Français, qui ont un CDD par exemple, galèrent pour se loger. » Notons que des logements d'urgence sont néanmoins accessibles gratuitement aux SDF. Couplé à un sentiment d'insécurité, ce sentiment d'injustice transpirait à Régny. « Qui va payer ? », s'interrogeait une septuagénaire. « Nos impôts vont certainement augmenter. »

Une fois les réfugiés arrivés,

le foyer Vers l'Avenir de Riorges les prendra en charge. Sur place, un 6^e logement fera d'ailleurs office de bureau annexe du foyer pour s'occuper des familles.

Dont les membres pourront travailler, s'inscrire à Pôle Emploi, bénéficieront des prestations de la CAF et du RSA pour les plus de 25 ans. Alain Galland, responsable du foyer, lance d'ailleurs un appel aux personnes sachant parlant l'arabe pour servir d'interprète⁽²⁾.

Bernard Guillermin et Stéphane Fournéron

(1) Contrairement aux migrants attendus à Saint-Denis-de-Cabanne (lire ci-contre), les réfugiés, qui ont déposé une demande d'asile, peuvent bénéficier pour certains d'un statut reconnu par l'OFPRA.

(2) Pour contacter le responsable du foyer, composer le 04.77.71.61.49.

« Ces personnes arrivent en famille, il n'y a pas de loups solitaires »

Jean-François Dauvergne, maire de Régny



« Nous accueillons des demandeurs d'asile depuis six ans. J'ai toujours prévenu mes administrés de leur arrivée. Il n'y a pas eu de réticences particulières. La cohabitation s'est toujours bien passée. Je les ai informés de l'arrivée prochaine de ces réfugiés. Ils ont bien compris que ces gens étaient là pour s'intégrer. Ces personnes arrivent en famille, il n'y a pas de loups solitaires. Cela tend à les rassurer. Ils ont été triés sur le volet par l'Etat, à qui je fais confiance. Pour ce qui est des migrants, je pense qu'il est important de les accueillir dans de bonnes conditions. »

RÉACTIONS

« Le risque d'un mini-Calais »

Yves Nicolin, LR

« C'est en catimini que le gouvernement socialiste impose d'envoyer près de 350 migrants dans la Loire dans l'attente de leur extradition ou de leur régularisation. Plus d'une centaine est attendue à St-Denis-de-Cabanne. Je comprends et partage l'émoi suscité par cette annonce. La durée d'accueil est fixée à 4 mois mais quelles garanties a le maire que cela ne durera pas plus longtemps ? Que d'autres migrants ne viendront pas s'ajouter à ceux initialement prévus ? Et que finalement le site ne se transforme pas en mini-Calais ? Quelle assurance avons-nous qu'aucune personne fichée S ou animée d'une intention terroriste ne figure parmi les personnes accueillies ? En septembre 2015, lorsqu'au

plus fort de la crise migratoire, j'avais refusé d'accueillir des migrants sans avoir l'assurance qu'ils ne soient pas liés à Daesch, l'ensemble de la classe politique était monté au créneau. Les attentats du 13 novembre m'ont malheureusement donné raison. »

« Non aux migrants dans la Loire »

Sophie Robert, FN

« On nous annonce la dispersion de migrants illégaux de Calais à Boën, St-Thurin et St-Denis-de-Cabanne. Outre que ces migrants seront logés, nourris, blanchis, véhiculés pour leurs démarches administratives, soignés par le contribuable, les habitants vont devoir payer plus, se confronter à des problèmes d'organisation et de sécurité dans des communes concernées par l'arrivée de migrants. Alors, non aux migrants dans la Loire, oui à leur expulsion. »